

En Allemagne, la CDU rejette le débat sur la sortie du nucléaire

Pierre Avril Correspondant à Berlin

Deux ans après la déconnexion des trois dernières centrales, les opérateurs s'opposent à leur remise en activité.

Le 14 avril 2023, les trois centrales nucléaires d'Isar, Emsland et Neckarwestheim étaient débranchées du réseau électrique, marquant la fin de l'énergie nucléaire en Allemagne. Ce jour-là, l'événement était célébré à Berlin par les ONG écologistes qui, devant la porte de Brandebourg, avaient érigé une sculpture de dinosaure symbolisant l'entre-deux pères dans la modernité énergétique. Exit l'atome, bienvenue aux éolennes et aux panneaux solaires.

Pres de deux ans plus tard, la décision du gouvernement Scholz de ne pas remettre la sortie du nucléaire en pleine crise énergétique, en grande partie sous pression du parti Vert membre de la coalition, reste controversée. Une commission d'enquête parlementaire convoquée par la CDU (opposition) a reproché il y a un mois au vice-chancelier et ministre de l'Économie et du Climat, Robert Habeck, d'avoir motivé son choix sur la seule base d'« enjeux sécuritaires », négligeant les facteurs économiques de l'équation.

Gros importateur d'électricité «made in France»

Après l'arrêt des approvisionnements en gros reacteurs bon marché, l'institut IFO avait calculé qu'une production de ces trois reacteurs jusqu'en 2030 aurait permis une baisse des prix d'approvisionnement de 5,2 % et étale sur deux ans la compilation des statistiques d'Inflation effectuée par le site d'information financier Fininvest. L'Allemagne affiche les plus faibles prix de l'électricité des pays d'Europe, soit 416,20 euros le mégawatt-heure (245,78 euros pour la moyenne du continent). Le fait de réduire les coûts des capacités de production et du charbon, combiné à la crise énergétique européenne,

amène les citoyens à devoir payer des tarifs particulièrement élevés, observe le fondateur de Fininvest, Ole Peterson. Parallèlement, l'Allemagne est devenue en 2024 le dixième plus gros importateur d'électricité «made in France», derrière l'Italie, alors que l'Hexagone a connu l'an dernier un volume d'exportation record de 5 milliards d'euros. Robert Habeck se défend aujourd'hui d'avoir agi sur des bases idéologiques. «La seule question était de savoir si cela contribuait à la sécurité de

l'approvisionnement et si c'était faisable», s'y justifie la tête de liste des Grünen aux législatives.

Ces arguments ne suffisent plus. Une courte majorité d'Allemands considère que la décision de sortir du nucléaire était une erreur. Et le débat rebondit à l'occasion de la campagne électorale. La CDU, favorite des élections, suggère le développement de réacteurs de petite taille et de quatrième génération. Ceux-ci permettent de brûler les déchets de plutonium et de réduire les stocks nucléaires. Le

cas échéant, l'Allemagne réintégrerait le groupe de grands pays engagés dans une coopération commune, dont la France, la Chine et les États-Unis.

Une remise en activité des trois derniers réacteurs est également envisagée à condition que les «coûts techniques et financiers» restent «raisonnables», ajoutent timidement les chrétiens-démocrates. L'ADP évolue sur une ligne similaire, dont l'objectif visé d'abord à ne pas «monter» tout comme la CDU - le bilan «désastreux» des Verts au gouverne-

ment. En revanche, les SPD, les Grünen et les Libéraux, qui ont engagé depuis 2021 un grand programme de transition énergétique, entendent tourner la page de l'atome. Ses concurrents, les énergies renouvelables, ont vu leur part dans la production d'électricité augmenter de 7,1 % au troisième trimestre 2024 selon l'Institut, soit le pourcentage record de 63,4 %.

Face à la persistance d'un débat sécuritaire passionné, Angela Merkel avait engagé le processus de retrait après l'accident de Fukushima en 2011... les obligations des coûts nécessaires à la remise en route d'une filière nucléaire restent sujettes à caution. Dans ce climat d'incertitude, faute de garanties politiques suffisantes, les opérateurs, qui ont perdu une partie de leurs compétences, ne veulent plus revenir en arrière. «D'un point de vue pratique, le démantèlement de nos (cinq) centrales nucléaires est irréversible», tranche le fournisseur EnBW. Quant à la construction de nouveaux réacteurs, rejette l'entreprise, celle-ci prendrait au moins dix ans.

Dolés d'opinions divergentes, les deux partis CDU et SPD susceptibles d'intégrer une coalition devraient, en conséquence, renoncer à poursuivre le débat après l'élection et se concentrer sur la mesure toute recherche sur l'atome. «Il est difficile de prétendre que nous n'avons plus rien à voir avec ce qui se met en marche», a déclaré Robert Habeck, membre du Conseil fédéral d'experts pour l'évaluation du développement économique général. «Les développements actuels de la politique mondiale et surtout les menaces répétées de Donald Trump nous rendent la protection nucléaire devant nous comme une mesure de base, en particulier dans le domaine militaire.» ■

«Le psy de la nation», Stephan Grünewald, décrypte les peurs des Allemands

LE FIGARO. - Avec l'Institut Rheingold, vous livrez chaque année environ 3000 Allemands à sa confie. Vous étudiez leur perception des crises et de la société. Votre dernière enquête, parue fin janvier, met en lumière un sentiment d'insécurité grandissant.

STEPHAN GRÜNEWALD. - Oui, le thème de la migration n'est plus un phénomène abstrait, mais constitue - après la série d'attentats - une menace réelle. Ces dernières années, avec les crises à répétition, les gens avaient développé une stratégie de retrait, à l'abri dans leur coquille privée. Tout ce qui les inquiète - comme le changement climatique, le reste d'après un rideau occultant. Mais le repli sur soi ne fonctionne plus, les problèmes se répètent sur le quotidien, les logements sont rares, les prix plus élevés. Ce qui a également changé, c'est ce sentiment que l'on ne peut plus être fier de l'économie allemande. Et puis le numérique et la trace, les infrastructures en mauvais état, les écoles délabrées, les ponts s'effondrant... L'Allemagne n'est plus un pays sûr, les Allemands ne se sentent plus en sécurité. Et beaucoup se demandent lors de nos entretiens : qu'est-il arrivé à notre beau pays ?

Le thème qui éclipse les autres dans votre étude est celui de la migration, reliée aux cinq attentats en sept mois. Cela renforce-t-il le sentiment que l'État ne maîtrise pas la situation ? Les attaques commises par des déséquilibrés contre l'enfant d'une crèche à Aachenburg, ou contre le marché de Noël de Magdebourg, ont un fort impact. Des sanctuaires ont été attaqués,

Et lorsque une attaque a lieu dans des lieux aussi symboliques, cela donne le désagréable sentiment d'être vulnérable. Et cette insécurité se transforme en colère. Avec d'autant l'impression que «ceux d'en haut» font beaucoup d'annonces, mais ne s'occupent pas grand-chose de concret». Nous avons observé un tropisme de sentiment d'insécurité, à cause de l'écart entre la montagne de problèmes qui s'accumulent et l'espoir faibissant que les gouvernants les résolvent. Or, en temps de crise, on souhaite un État qui se comporte comme une puissance protectrice, paternelle. Mais les citoyens ont vu les ex-gouvernants de la coalition en permanence occupés à des querelles fratricides. Ils étaient tellement centrés sur eux-mêmes et leur pouvoir que les Allemands ont eu le sentiment d'être orphelins de leur gouvernement, qui laissait la place à l'abandon. Les gens ont été d'autant plus surpris de voir les hommes, dont Olaf Scholz, se représenter à l'élection.

Cet sentiment d'abandon existe au moins depuis la décision d'Angela Merkel de laisser entrer les réfugiés... La majorité de la population n'est pas un xénophobe, mais elle a le sentiment qu'à l'époque de Merkel, avec «Wir schaffen das» («Nous allons y arriver», NDLR), cette migration n'a pas été suffisamment gérée, que les moyens n'ont pas été adaptés. Et dans les communes, on constate au contraire que les écoles et les services sont débordés mais que les migrants reçoivent les allocations financières et des logements sociaux... Et c'est souvent considéré comme un af-

fre de soi, une identité consolidée. L'Allemagne est toujours à la recherche d'elle-même, dans un état d'agitation permanente.

C'est-à-dire ? Prenez, comme exemple, aux États-Unis, l'optimisme est primaire, presque aveugle, comme on l'a vu avec les espoirs énormes placés en Donald Trump ou le «Yes we can!» d'Obama. On ne croit ni en ses chances de réussite, on jette ses forces dans la bataille pour le succès du projet. À l'époque nazie, cet optimisme aveugle en nos capacités aussi nos gouvernements. Aujourd'hui, l'Allemagne nous appartient; demain, le monde entier ! Mais en fermant les yeux sur les dangers, il conduit à la perte et à l'autodestruction.

Et depuis ? Les Allemands ont adopté un optimisme secondaire. Ils hésitent et tergiversent, et ce n'est que lorsqu'ils ont bien analysé les problèmes qu'ils passent à l'action, après avoir posé un cadre, défini une norme qu'il faudra respecter à la lettre. Alors ce plan se transforme en force créatrice. Notre histoire est peuplée de bricoleurs, d'ingénieurs, de poètes, de penseurs, car cela produit un grand potentiel d'innovation ou de création. Cela peut parfois être un avantage, quand on a anticipé certaines situations, mais cela conduit aussi à une hésitation paralysante quand un problème inattendu surgit, une différence de rythme avec les partenaires internationaux. C'est ce que l'on appelle la «German Angst», la peur particulière des Allemands.

Pensez-vous que les Allemands préféreraient Friedrich Merz comme chancelier parce qu'il a le profil d'un père protecteur qui pourrait tenir tête à Trump ou Poutine ?

Si grande taille (1,98 m) est un avantage car elle est associée à l'autorité et à la compétence. Il est effectivement perçu comme un animal dominant, capable de valider le jugement d'autrui, et donc de bien défendre les intérêts du pays. Mais

il n'est pas le candidat du cœur. On ne sait pas dans quelle mesure, lui, l'ancien banquier du fonds d'investissement BlackRock, fait aussi de la politique pour les petites gens. Les personnes interrogées disaient qu'elles ne savaient pas trop ce qu'il a derrière la tête et surtout s'il tiendrait sa parole. Au fond, les Allemands recherchent un homme d'action mais prémonitionnaire.

Le prochain chancelier aura une tâche gigantesque pour rétablir cette confiance avec le peuple allemand ? Oui, parce qu'il y a le sentiment d'être lésé à une triple insigne : pas de concept clair pour l'avenir, pas de candidat dont on est pleinement convaincu. Enfin, on part du principe que si Merz va diriger le gouvernement, les options dont il dispose ne déclencheront pas l'enthousiasme. Soit avec les écologistes, qui par beaucoup d'électeurs de droite comme des ennemis. Soit avec des sociaux-démocrates. La CDU et le SPD, depuis l'époque de Merkel, s'est retiré dans l'esprit des gens comme une coalition d'immobilisme.

Quelles seront ses 3 priorités, aux yeux des Allemands ? Reprendre le contrôle de l'immigration, faire passer l'économie et rebâtir les infrastructures.

Avec-vous le sentiment que les électeurs de droite envisagent une alliance avec l'extrême droite ? Nous avons organisé une discussion de presse avec des électeurs de la CDU et de l'ADP, et j'ai été surpris de voir à quel point il y avait une proximité de points de vue. Le terme «chrombrüche» (craquelure) est devenu un «cordem sanguinis» est donc plus fort chez les dirigeants du parti que de côté des électeurs, où il est beaucoup plus à se fissurer. Le camp conservateur a le sentiment que nous sommes déjà en plein naufrage et qu'il faut maintenir nous sauver en prenant des mesures radicales. Dans cette logique, une alliance avec l'ADP pourrait être acceptée... avec des préconditions. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-PIERRE